

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹ (DC 4 adapté)

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que R. 2362-1 à R. 2362-6, R. 2362-7, R. 2362-8, R. 2362-9 à R. 2362-12, et R. 2362-13 à R. 2362-18 (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A – Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur

Le commissaire général de 2^e classe Hervé PICCIRILLO

Directeur de la plate-forme commissariat sud-ouest

Ministère des armées et des anciens combattants / Service du commissariat des armées

Adresse postale : PFC-SO/BAP - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex

Adresse géographique : PFC-SO/BAP - Caserne Xaintrailles – 112 bd M^{al} Leclerc – 33000 Bordeaux

Téléphone : 05.57.85.30.21. – Télécopie : 05.57.85.25.10

Courriel : pfc-sud-ouest-bap-sm3.contact.fct@intradef.gouv.fr

Portail <http://www.achats.defense.gouv.fr>

Profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Personne habilitée à donner les renseignements prévus en cas de nantissements ou cessions de créances (art. R2191-59 du code de la commande publique) :

Le directeur de la plate-forme commissariat Sud-Ouest

Autorité habilitée par l'arrêté du 22 juin 2007 modifié portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère de la défense

¹Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

B - Objet du marché public

Réalisation de prestations d'enseignement et d'encadrement d'activités de montagne (hors sports d'hiver), au profit des stagiaires du Ministère des Armées et des Anciens Combattants, au Centre de Montagne Air (CMA) de Barèges (65).

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue : *Cocher la case correspondante*

- ☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (*sous-traitant présenté après attribution du marché*) ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre, l'adresse de son établissement (et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET et son code APE, à défaut un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD.

En cas de groupement d'entreprises candidat ou titulaire, identifier le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.

.....
.....

Courriel :

Téléphone : Télécopie :

N° SIRET :

--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

 Code APE :

--	--	--	--	--	--

E - Identification du sous-traitant

- Nom commercial et dénomination sociale du sous-traitant, adresse de son établissement (et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET et code APE, à défaut un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

.....
.....

Courriel :

Téléphone : Télécopie :

N° SIRET :

--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

--	--	--	--	--	--

 Code APE :

--	--	--	--	--	--

- Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.):
.....

- Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :
.....

- Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne.*

Pour les MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.

Pour les marchés publics classiques, ce document sera à fournir sur demande de l'acheteur
.....

- Caractère PME au sens de la recommandation de la Commission du 06/05/2003, ou artisan au sens de l'article 19 de la loi du 05/07/1996 n°96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du code de la commande publique): Cocher ☐ OUI ☐ NON

F - Nature et prix des prestations sous-traitées (*reprendre les éléments tels que figurant dans les contrats de sous-traitance*)

- Nature des prestations sous-traitées :

- Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (*à compléter le cas échéant*):

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ le contrat de sous-traitance intégrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 RGPD.

G – Prix des prestations sous-traitées

- Montant des prestations sous-traitées: si le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct.

- Taux de la TVA :%

- Montant du contrat de sous-traitance HT :€ /an

- Montant du contrat de sous-traitance TTC :€ / an

En cas de reconduction du marché, et sauf déclaration contraire du titulaire du marché qui devra faire l'objet d'un acte spécial modificatif, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

■ Modalités de variation des prix :

- Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (*article R2193-10 ou R2393-33 du code de la commande publique*) : Cocher
☐ OUI ☐ NON

H – Conditions de paiement

- Compte à créditer (*joindre un BIC/IBAN*) :
Nom de l'établissement bancaire :
Numéro de compte BIC/IBAN :

- Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance Cocher ☐ OUI ☐ NON

I – Durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois

(Nota : Si la durée indiquée dans le contrat de sous-traitance ne correspond pas à un nombre entier, arrondir au nombre entier supérieur. Ex : 20 jours = 1 mois, 1 mois et 2 semaines = 2 mois, etc.)

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est de :

La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois est égale à celle de chaque période du marché soit : **12**

J - Capacités du sous-traitant

J1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-

J2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'article R. 2343-14 ou de l'article R. 2343-15 du code de la commande publique) :

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder :

K – Attestation sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

K1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

- a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);
- b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante :

☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

K2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

Adresse internet :

Renseignements nécessaires pour y accéder

L - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public Cocher les cases correspondantes

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial** ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant dans les conditions de l'article R2193-22 ou du code de la commande publique, en produisant en annexe du présent document :

☐ l'exemplaire unique (ou le certificat de cessibilité) du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique (ou du certificat de cessibilité) joint au présent document ;

OU

☐ l'exemplaire unique (ou le certificat de cessibilité) ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché, jointe au présent document.

M - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il lui appartient de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété, afin que ce dernier le retourne, signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____

A _____, le _____

Le sous-traitant :
(personne identifiée rubrique E du DC4)

Le soumissionnaire ou le titulaire :
(personne identifiée rubrique C1 du DC2)

L'acheteur accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A Bordeaux, le _____

N – Notification de l'acte spécial au titulaire

Une copie de l'original du marché public ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.

L'acceptation de l'offre a été notifiée au titulaire le²

² Compléter selon le type de notification : 1) si **voie électronique**, indiquer en sus l'heure de l'AR électronique ; 2) si remise contre récépissé, émargement du titulaire ou de son représentant ; 3) si LR-AR, coller l'AR daté et signé